

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 3937 - Jeudi 12 Août 2021 - Prix : 200 Fc

DIALOGUE NATIONAL :

La caution de l'UA sans l'opposition ?



**Trois Comoriens décédés dans
un naufrage au large du Maroc**

LIRE PAGE 5

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles

Du 06 au 10 Août 2021

Lever du soleil:

06h 25mn

Coucher du soleil:

18h 01mn

Fadjr : 05h 13mn

Dhouhr : 12h 17mn

Ansr : 15h 16mn

Maghrib: 18h 04mn

Incha: 19h 18mn



CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les experts mondiaux tirent le signal d'alarme

La déclaration sur la contribution du Groupe de travail I au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), paru le 9 août 2021 et intitulé : « Changement climatique 2021 : les bases scientifiques physiques » n'est pas passé inaperçue au vu de son contenu.

Selon le directeur de l'Institut de recherche de Potsdam (Allemagne), sur les effets du changement climatique Johan Rockström : « C'est le rapport du GIEC le plus robuste scientifiquement : il va très loin dans la confirmation de l'aspect global du changement climatique. Il avance des preuves irréfutables de la gravité de la situation, en confirmant non seulement, sans équivoque, que nous réchauffons la planète, mais aussi de manière indiscutable que la fréquence et la gravité des événements climatiques extrêmes augmentent. Les vagues de chaleur, les sécheresses, les inondations sont désormais attribuées au changement climatique d'origine humaine avec un

degré de certitude plus élevé. Il s'agit donc de véritables munitions scientifiques en faveur d'une action urgente ».

Selon l'ONU, les changements climatiques récents s'étendent partout, sont généralisés, rapides et s'intensifient. Leurs effets touchent toutes les régions de la Terre, y compris les océans. De nombreux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes, tels que les vagues de chaleur, les fortes pluies, les sécheresses et les cyclones tropicaux, sont devenus plus fréquents et plus graves. Le rapport, fournit un atlas des impacts régionaux observés mais aussi futurs, et permettra aux décideurs politiques et à toutes les autres parties prenantes de mieux informer les politiques climatiques aux niveaux régional et local.

Le rapport montre que les émissions de gaz à effet de serre provenant des activités humaines sont responsables d'environ 1,1°C de réchauffement depuis 1850-1900, et constate qu'en moyenne au cours des 20 prochaines années, la température mondiale devrait atteindre ou

dépasser 1,5°C de réchauffement. À moins d'une réduction rapide, durable et à grande échelle des émissions de gaz à effet de serre responsables des changements climatiques, notamment le CO2 et le méthane, l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels, inscrit dans l'Accord de Paris, sera hors de portée.

Aussi, les pays en développement sont très remontés envers les pays les plus riches et les plus pourvoyeurs en gaz à effet de serre. C'est ainsi que le président du groupe des 46 pays les moins développés du monde a déclaré que « Les grands émetteurs doivent tenir compte des dommages infligés par l'industrie des combustibles fossiles, sachant que chaque tonne de carbone et chaque dollar dépensé en combustibles fossiles auront un impact négatif ».

Pour sa part, l'ambassadrice d'Antigua et Barbuda, Diann Black Layne, responsable des négociations sur le climat pour l'Alliance des petits états insulaires en développement et couvrant trente neuf



Digue de Bangoi-kouni

pays de l'ONU, « C'est un secteur qui reçoit des subventions annuelles de plus de 600 milliards de dollars pour détruire notre planète, tandis que le Fonds des Nations unies pour le climat en reçoit 2,4 milliards par an pour la sauver. Le GIEC confirme l'expérience des petits États insulaires : que les cyclones s'intensifient et que le niveau des mers monte, mais il confirme aussi que nous pouvons encore enrayer le pire », insiste-t-elle, tout en appelant à «

renverser la vapeur ».

Déjà, les regards ont commencé à se tourner vers le Royaume-Uni, dans la ville de Glasgow, pour la 26ème conférence internationale sur les CC. Pour ce faire, le Premier ministre britannique, Boris Johnson a lancé de ce mot d'ordre : « Scellons un accord à la hauteur de l'urgence ! »

Mmagaza

ENVIRONNEMENT MARIN

La plage de Moya, future couveuse de la tortue marine

Les centaines de mètres carrés de sable blanc de la plage de Moya ont accueilli une jeune tortue mardi dernier. La bête a fait sa superbe montée en pleine journée ensoleillée. L'espèce a échappé belle devant des jeunes inconscients de la valeur de l'écosystème. Elle est sauvée par la gendarmerie et le maire en personne.

Une future destination éco-touristique serait cette plage à l'ouest de l'île d'Anjouan. L'exécutif communal se dit conscient et laisse augurer que plusieurs opérations de sensibilisation doivent être entreprises pour l'environnement marin de toute la zone côtière et la protection de l'écosystème. Le maire de la commune de Moya,

Mohamed Abdou Nassim lance un cri d'alarme contre toute tentative de destruction de l'écosystème. « La biologie marine embauche beaucoup des jeunes spécialistes. La commune a ces profils qui chômeent ou qui travaillent d'une façon inéquitable par rapport à leur savoir faire », explique le maire.

Interrogé sur sa disponibilité et moyens pour pouvoir réellement protéger l'espèce et l'espace, ce dernier reste confiant et appelle la jeunesse à s'impliquer davantage. Selon lui, le nerf de la guerre fait partie des premières choses pour tout projet et il est relégué en quatrième position après l'idée, la volonté et la disponibilité. « On aura des bailleurs de fonds pour un tel projet. L'économie bleue et la

protection de l'écosystème ne souffrent pas de financement une fois le projet bien conçu », dit-il.

Rappelons que Moya a déjà bénéficié plus de 12 millions fc via l'ambassade de France pour aménager cette même plage. « La commune vient de gagner aussi le projet "Mayendreleo ya Midji pour un montant de 5

millions, et on va mettre cet argent dans la continuité des travaux déjà financés en grande partie par la France », indique-t-il. Lors d'un point de presse le maire promet redonner tout ce qui est de son pouvoir pour faire de la plage de Moya la future couveuse de la tortue marine de l'île d'Anjouan ». Il ne tardera pas à faire appel au programme

GERME pour la jeunesse de la commune. Ce dernier rêve d'entamer « des opérations de restitution bio-marine dans la commune » et/ou installations des récifs coralliens artificiels dans la zone côtière détruite par la population. Le rêve est permis.

Nabil Jaffar



AVIS DE RECRUTEMENT

L'OMS recrute un **Chargé de communication (Grade : G7)** pour une **durée de 12 mois**, en poste au Bureau des Comores.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à prendre connaissance des termes de référence et à postuler en ligne via un des liens suivants :

* [Job Description - Communication Associate \(2103595\) \(who.int\)](https://careers.who.int/careersec-tion/ex/jobdetail.ftl?job=2103595&tz=GMT%2B02%3A00&tzname=Africa%2FJohannesburg)

* <https://careers.who.int/careersec-tion/ex/jobdetail.ftl?job=2103595&tz=GMT%2B02%3A00&tzname=Africa%2FJohannesburg>

• **Date limite** pour postuler : **21 août 2021 à 12H59 AM (heure des Comores)**

• Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés

Remarques : les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétence égales, les candidatures féminines sont privilégiées.

Suivez-nous sur Facebook et Twitter : [OMS Comores](#)



DIALOGUE NATIONAL :

La caution de l'UA sans l'opposition ?

Le chef de l'État Azali Assoumani a annoncé à l'occasion du nouvel an musulman avoir obtenu l'« accompagnement » de l'Union Africaine dans le processus du dialogue national qu'il appelle de ses vœux. Une nouvelle qualifiée de « non-événement » par le porte-parole de l'opposition Abdourazak Razida. Ce dernier craint en effet qu'autour de la table Azali ne se retrouve seul face à lui-même.

Le processus pour le dialogue national fait son petit bonhomme de chemin. C'est en tout cas l'impression que donne le chef de l'État Azali Assoumani qui, à l'occasion de la cérémonie officielle marquant le nouvel an musulman 1443, le 9 août dernier à la place de l'indépendance, a annoncé avoir obtenu l'« accompagnement » de l'Union Africaine pour le dialogue

national, lors d'un transit à Addis-Abeba où il a échangé avec Monsieur paix et sécurité de l'organisation continentale. « Le processus que nous entamons pour préparer les prochaines échéances politiques de 2024 et de 2025 ne doit souffrir d'aucune ambiguïté pour que son déroulement et son aboutissement, soient une fierté pour notre pays », devait-il soutenir lors de son allocution, comme pour jeter les bases du dialogue.

L'objectif, et c'est le cas de le dire, constitue la pierre d'achoppement entre pouvoir qui se projette, déjà, en 2024, et opposition qui campe sur sa position de vouloir faire remettre à Anjouan ce qui appartient à Anjouan, à savoir la Tournante 2021 conformément à l'ancienne Constitution de 2001 révisée en 2009, comme les opposants refusent de reconnaître la Constitution issue du referendum de

juillet 2018. Il faut par ailleurs souligner qu'avant l'hypothétique dialogue, l'opposition pose des préalables : la libération des prisonniers politiques, le retour des opposants en exil et la liberté de manifester.

La caution de l'Union Africaine et la « sincérité » affichée du chef de l'État ne font pas changer d'avis à une opposition qui estime avoir beau être menée en bateau. « Le problème c'est la personne elle-même », s'emporte le porte-parole de l'opposition Abdourazak Razida, parlant d'Azali Assoumani dont il qualifie le discours de « non-événement ». « Nous ne considérons pas qu'Azali est le président légal des Comores. Nous, nous ne parlons pas de 2024. Nous sommes plutôt pour le rattrapage du tour d'Anjouan quoiqu'avec le retard qu'on connaît déjà. Pour être réaliste, début 2022 on peut organiser ces élections. Et si pour lui ce n'est pas jouable, eh bien ! je suis

navré mais dans ce cas il doit dialoguer avec sa Mouvance présidentielle et nous laisser tranquilles ».

Pour rappel, l'UA avait dépêché en 2018 une mission aux Comores pour essayer de dissuader le chef de l'État de poursuivre le processus du changement constitutionnel, tant les enjeux étaient considérables. La mission est repartie bredouille. La même délégation est revenue à Moroni en amont des élections anticipées de mars 2019, cette fois à la demande de la partie comorienne pour, entres autres objets, convaincre l'opposition à participer aux élections et jeter les bases d'un scrutin libre, transparent et démocratique. Si effectivement les opposants étaient en lice, le régime s'est en revanche arrangé pour faire passer ses candidats à la présidence de l'Union et aux trois gouvernorats des îles. Beaucoup d'observateurs, y compris l'UA ont estimé que les résultats proclamés

par la Commission électorale ne reflétaient pas la volonté populaire.

D'aucuns estiment que le fait que le chef de l'État Azali Assoumani ait été reçu non par le président de la Commission « comme il se doit », mais par le Commissaire à la paix et à la sécurité traduirait « le climat de défiance qu'il y a » entre l'UA et le gouvernement comorien. « Il y a plusieurs sens dans cette rencontre. Au-delà de l'observation que je viens de faire, on constate aussi que l'UA cherchait à avoir la parole du président lui-même car, vous conviendrez avec moi, elle n'a pas la même portée politique que si c'était son ministre des affaires étrangères. Maintenant la garantie est là. Pour le reste, l'avenir nous le dira », analyse un ancien diplomate.

Andjouza Abouheir

PRODUITS DE RENTE

La saison du girofle débute à Mohéli dans l'inquiétude

Nous sommes en début de la période de récolte du girofle dans certaines régions de l'île de Mohéli. Une période où des activités génératrices de revenus sont créées mais en même temps c'est le moment où on s'attend à une recrudescence des actes de vols dans les champs, sur les toits des maisons où est séché ce produit et même des actes de vandalisme. Les propriétaires des girofliers ont du mal à s'en sortir vu la chute du prix de ce produit.



Sechage Girofle à Mohéli.

Le principal produit de rente que le mohélien possède dans son champ c'est le girofle. Cet or rouge qui connaît des hauts et des bas pose plus des difficultés aux propriétaires qu'il en procure du bonheur. En cette période de cueillette de clous de girofle qui coïncide souvent avec les vacances, des jeunes abondent les villages et

quartiers à la recherche des patrons qui sont les propriétaires des champs de girofle, pour devenir des travailleurs saisonniers.

Des activités génératrices de revenus saisonniers sont donc

créées. Le cueilleur vent le kilo de girofle frais avec les griffes à 150 FC, des fois à 200 FC au propriétaire. Ce dernier va devoir payer le frais de transport qui dépend du lieu de la cueillette et 25 FC le kilo à

ceux qui enlèvent les clous de leurs pédoncules. Il y a ceux qui payent également d'autres frais aux personnes chargées du séchage. Sachant que 5 kilos de girofle frais avec pédoncule donnent un kilo de clous secs avec un prix de revient qui peut atteindre les 1100 FC. Le propriétaire se demande souvent ce qu'il va gagner surtout s'il a fait des prêts à la banque et qu'il ne sait même pas combien il va en vendre son produit. Ces derniers temps, le prix de vente d'un kilo de girofle sec variait entre 1000 et 3000 FC ce qui compromet l'activité de ce produit de rente. L'année dernière le kilo se vendait à 1300 FC.

En plus, l'insécurité règne dans les coins en cette période. Des vols de girofle souvent sur les toits des maisons deviennent monnaie courante. « Pendant cette période, l'on remarque une recrudescence des actes de vandalismes, vol, viol, pro-

blèmes fonciers et autres », explique sous l'anonymat un agent de police. Il y a ceux qui préfèrent vendre le girofle à l'état frais vu les multiples dépenses que le processus de séchage peut engendrer et le risque de vol que cela encoure. « Il est difficile de le surveiller car le girofle dégage un énorme gaz, et cela peut nous rendre malade en moins de 2 jours » indique Ahamada Bacar, un grand cultivateur de girofle. Malgré toutes ces difficultés, plus de 400 tonnes quittent chaque année le port de Bangoma contre 600 tonnes exportées d'Anjouan. « Cela fait 3 ans depuis que le prix du girofle ici à Mohéli stagne. Il avoisine les 1500 FC le kilo pendant qu'à Anjouan le prix est relativement élevé » regrette Ahamada Bacar.

Riwad

DIPLOMATIE :

Un ministre-conseiller à l'ambassade des Comores au Maroc

Le chef de l'État Azali Assoumani a nommé par décret un « ministre-conseiller » en la personne d'Housni Mohamed Abdou, à l'ambassade des Comores au Maroc...

Lundi 9 août dernier, le président de la République Azali Assoumani a nommé par décret Monsieur Housni Mohamed Abdou, actuel secrétaire général de la Chambre de commerce, au poste de ministre-conseiller à l'ambassade de l'Union des Comores à Rabat, au Royaume du Maroc. Notons que dans les ambassades des Comores, c'est le poste de premier conseiller qui a toujours existé. Selon le conseiller diplomatique du

chef de l'État et futur ambassadeur des Comores à Paris, le choix d'Azali de nommer un ministre-conseiller qui, soit dit en passant est le numéro deux de l'ambassade, traduit à la fois l'estime que le président de la République a à l'égard du concerné, et la considération que l'Union des Comores accorde aux relations diplomatiques avec le Maroc, pays où les Comores viennent d'ouvrir, pour la première fois, une ambassade.

Alors que généralement c'est le ministre des affaires étrangères qui nomme les collaborateurs de l'ambassadeur, le chef de l'État s'est chargé de signer l'acte de nomination du ministre-conseiller. Pour certains, c'est « un acte vilain de la part

du chef de l'État qu'est de nommer à la fois l'ambassadeur et le collaborateur de l'ambassadeur », un acte qui « risque de créer une confusion auprès de sa Majesté le roi qui aura devant lui deux représentants du président comorien ».

Avis que ne partage pas le futur patron de 20 Rue Marbeau au 16e arrondissement de Paris : « Le premier diplomate c'est le chef de l'État. Certes en droit formel c'est le ministre qui nomme [les collaborateurs de l'ambassadeur] mais, je le souligne, par délégation de pouvoirs. Lesquels pouvoirs le président peut retirer à tout moment ».

Andjouza Abouheir



RELIGION

En douceur, les comoriens célèbrent le nouvel an musulman 1443

Comme tous les pays musulman du monde, l'Union des Comores a célébré la nouvelle année hégirienne. Il s'agit de l'an 1443, depuis que le prophète de l'islam a émigré de la Mecque vers Yathrib devenu aujourd'hui Médine.

Pour fêter la nouvelle année musulmane, plusieurs activités religieuses ont été organisées dans l'ensemble du territoire national. Tout a commencé à l'aube après la prière par la Doua'a récitée chaque début de l'année. Un événement qui s'est déroulé dans toutes les grandes mosquées de vendredi des Comores. A Mkazi, à quelques kilomètres de la capitale, l'imam a prêché sur le respect des mesures barrières contre la Covid-19. Même sujet à Singani, dans la région de Hambou. On prie pour la disparition de cette maladie dans le monde et en Union des Comores. « Aucun

développement ne se fera en présence du Coronavirus », rappelle l'imam de ce village. Par contre à M'beni, chef lieu de Hamahamet, Dr Abdoulhakim Mohamed Chakir reste sur la fraternité. Dans la région d'Itsandra, à Bahani, le Fundi a insisté sur le rassemblement et l'unité du pays. Cela s'est déroulé avant le fameux défilé qui, généralement, rassemble les élèves des écoles coraniques.

La veille, dans la nuit du lundi à mardi, a eu lieu la traditionnelle cérémonie officielle à la place de l'indépendance. Ici, plusieurs discours ont été prononcés à cette occasion en présence d'une foule nombreuse malgré la restriction en cette période de Covid. Après avoir frôlé le sujet d'immigration (les causes, conséquence, quand, comment et pourquoi) du prophète de la Mecque à Médine, Fundi Ali Hadhj, au nom du mufti de la République (en mission à l'étranger) appelle



les comoriens être ensemble puisque le pays n'appartient à personne.

Le chef de l'Etat a quant à lui évoqué le début d'une nouvelle année qui est une période de bonnes résolutions. Ainsi il a saisi cette

occasion pour assurer à nouveau sa détermination à continuer l'œuvre engagée pour consolider la paix, la sécurité et la cohésion nationale ainsi que son attachement à un dialogue constructif et un climat politique apaisé. « Nous devons privilé-

gier l'intérêt supérieur de notre pays et redoubler de vigilance, pour que plus jamais, notre pays ne retombe dans le cycle du mercenariat, de la déstabilisation ou du séparatisme », insiste le président Azali Assoumani. Le chef de l'Etat appelle tout le monde à œuvrer davantage, pour renforcer la démocratie, la stabilité, l'alternance pacifique et l'état de droit. « C'est pourquoi, je voudrais que nous fassions de l'an 1443 de l'Hégire qui commence, l'année du renforcement de l'unité et de la cohésion nationale, de la paix, de la sécurité et de la stabilité, qui sont les conditions du développement et de l'émergence de notre pays d'ici 2030, comme nous en avons l'ambition. Je compte sur vous, mes chers compatriotes, comme vous pouvez compter sur moi », conclut-il.

Ibnou M. Abdou

ECONOMIE

Le réseau des professionnels de la diaspora aux Comores se réactive

Pour sensibiliser les jeunes entrepreneurs de la diaspora, le groupement de la compétence et d'entrepreneurs issus de la diaspora ((GICED) a organisé son assemblée générale la semaine dernière à l'aquarium de Voidjou. Cette réunion avait comme objectif de faire le bilan de leurs activités mais également de remettre la pendule à l'heure.

Le groupement de la compétence et d'entrepreneurs issus de la diaspora (GICED) a organisé samedi 07 août dernier une assemblée générale à l'Aquarium de Voidjou dans le but de sensibiliser les jeunes entrepreneurs à investir dans le pays. Ce club a été créé en 2014 dans le souci d'accompagner l'intégration des entrepreneurs de la diaspora au niveau du territoire. D'après le président de la GICED, Chamsoudine

Mzaouiyani, cette assemblée avait comme objectif de faire son bilan mais aussi de relancer les activités. « Ce qu'il faut comprendre est que le club a été élaboré dans un but précis qui est d'accompagner les entrepreneurs à investir avec les acquis nécessaires à savoir de l'information, du conseil et de l'accompagnement », explique-t-il. « Au niveau de nos entreprises, on a pu faire en sorte que leurs entreprises se développent. Depuis 2014, on a réalisé 250 millions de chiffre d'affaires, grâce au réseau que nous avons. Egalement on a permis la création de 250 emplois à travers les entrepreneurs qui appartiennent au réseau des professionnels de la diasporas », souligne-t-il.

Longtemps resté dans le silence, le club veut se relancer. « Nous voyons une dynamisme de certains professionnels qui arrivent avec une particularité. Cette fois-ci, nous

avons des jeunes qui ont une caractéristique bien donnée. Ce sont des jeunes qui ont une carrière professionnelle de 5 ans à 6 ans avec un parcours d'excellence principalement en France. Ils sont donc attirés par le pays depuis 2019. Nous sommes sollicités également par des jeunes qui ont fait du commerce, des ingénieurs, etc. La lecture que nous faisons, c'est ce message d'un pays qui s'oriente vers une croissance économique qui apporte un


appel d'air », précise celui qui croit que le pays a besoin des personnes qui vont lui apporter de la performance.

De son côté, le secrétaire général de GICED, Nadjati Soidik a réitéré l'engagement de l'ANPI d'accompagner aussi ses professionnels. « Nous avons comme rôle de faire connaître les opportunités d'investissements dans le pays pour inciter les gens à venir auprès des entreprises et des activités écono-


miques et de leur offrir des services pour que les installations aux Comores se fassent dans les bonnes conditions tout au long de l'exercices de leurs activités. Nous sommes là pour les accompagner », dit-elle. Elle ajoute : « Je pense qu'il est important que la diaspora fasse ce choix aussi pour contribuer au développement économique du pays ».

Andjouza Abouheir





AVIS D'APPEL A PROJET



Titre: Appel à projet pour le soutien financier aux entrepreneurs de la diaspora comorienne

Contenu :
D'une durée de 4 ans, le projet " Appui au renforcement des partenariats avec les diasporas entrepreneuriales comoriennes " est financé par l'Agence Française de Développement dans le cadre du Plan de développement France Comores. Ce projet est mis en œuvre par Expertise France. Le Commissariat à la diaspora est la contrepartie institutionnelle du présent projet.

L'objectif général du présent projet est de renforcer la cohésion, la solidarité et l'unité de tous les comoriens de l'intérieur comme de la diaspora pour le développement durable du pays Il vise à appuyer le renforcement, la structuration et la valorisation de l'entreprenariat de la diaspora installée aux Comores. Il s'agit d'un premier appel à projet d'amorçage, dans le cadre du démarrage du projet.

Les candidats devront obligatoirement remplir tout ou partie des conditions citées ci-dessous:

- Être un(e) entrepreneur(e) de la diaspora comorienne, installé (e) depuis moins de 5 ans,
- La nature de l'activité envisagée, son caractère innovant, sa durabilité et impacts pressentis (création d'emplois, développement des chaînes

de valeur, etc.),

- Sa durabilité,
- La viabilité économique du projet, en fonction des critères techniques, financiers et commerciaux,
- La cohérence économique et financière de l'ensemble du projet,
- La capacité du chef d'entreprise à porter son projet, son implication et sa motivation quant à la création d'entreprise ou la gestion de son entreprise existante,
- La qualité de présentation du projet et de l'entreprise,
- Domaines d'intervention : numérique ; tourisme ; artisanat ; culture ; santé ; agriculture.

Vous pouvez télécharger le dossier de candidature à l'adresse suivante :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/consultation/806361?orgAcronyme=s2d>

Date limite de réponse : 26 Août 2021 à 18h (heure de Moroni)
Adresse mail pour postuler : diasporas.comores@expertisefrance.fr

SOCIÉTÉ

846 kg de cannabis saisis au large d'Anjouan dans un Kwassa

La garde-côte comorienne a saisi le 07 août dernier une importante quantité de drogue douce et une quarantaine de cartons de rhum. Une enquête est en cours à la brigade de recherche de Mutsamudu.

Le samedi 07 août 2021, un dispositif de l'unité navale comorienne a intercepté en haute mer une embarcation à deux moteurs de 115 et 125. Des hors-bords très rapides. Une cavale a été tentée par les commandants de la COMA-4. « À son bord cinq passagers malgaches, cette vedette est saisie avec 46 sacs contenant 846 kg de cannabis et 40 cartons de petites bouteilles de Rhum », indique une source de la Garde-Côte comorienne.

Dans cette histoire, un officier de la gendarmerie nationale aurait été contacté depuis Madagascar pour les avertir qu'une embarcation est partie de Madagascar pour Anjouan et puis rejoindre Mayotte. La garde comorienne n'a pas accusé de retard et s'est directement préparé pour l'intercepter. « Soit il y a un complice qui les a trahis, soit il y a eu une fuite », avance une autre source bien informée.

A bord de cette embarcation de fortune, cinq "mafieux" de nationalité malgache. « Cette drogue devrait être transférée à l'île comorienne de Mayotte », précise cette source policière, avant d'indiquer que « la marchandise serait pour des boss de Mutsamudu et Mirontsy ». Selon une source douanière, les 846 kg saisis auraient une valeur mar-

chande estimée à plus de 30 millions de nos francs si elle avait pu échapper à la Garde Côte anjouanaise, mais à Mayotte le montant atteindrait la bagatelle de 150 millions de KMF.

Pour rappel, ces dernières semaines, les saisies des produits stupéfiants se multiplient. En l'espace d'une semaine, on totalise 992 kg, soit près d'une tonne, de drogue saisie sur les côtes de l'archipel. Les 75 kg brûlés à Mohéli et les 71 kg interceptés au quai des pêcheurs de Magoudjou Moroni s'ajoutent donc aux 846 kg saisis à Mutsamudu. Les cinq personnes arrêtées dont quatre femmes malgaches devraient se rendre aux Comores, selon nos informations.

Nabil Jaffar



Trois Comoriens décédés dans un naufrage au large du Maroc

Un autre drame est survenu à Lâayoune au Maroc lundi 09 août dernier. Trois autres sont portés disparus.

Encore un drame à Lâayoune. Trois Comoriens ont perdu la vie le lundi 09 août dans un naufrage au large de la région Lâayoune au Maroc. D'après nos informations obtenues des autorités comoriennes de Lâayoune, des travaux d'identification des corps sont en cours. Le consul des Comores le Dr Saïd Omar a déclaré dans les lignes d'Al-watwan que le naufrage a eu lieu à l'aube au large entre Lâayoune et Tarfaya. Il s'agit d'un

groupe de 12 migrants qui voulaient prendre le large pour rejoindre l'Europe. « Deux corps dont celui d'une femme ont été trouvés, le troisième corps reste toujours introuvable », confie-t-il, avant d'ajouter qu'il a saisi les autorités de Lâayoune et de Tarfaya pour la récupération des deux corps retrouvés et de rechercher d'autres qui n'ont pas pu atteindre le rivage. 12 autres migrants ont été secourus dans le désert.

Le consul a encore indiqué qu'un autre naufrage d'une embarcation clandestine avait fait plusieurs victimes dans la même région. Selon toujours lui, trois

Comoriens étaient à bord d'une vedette qui avait chaviré une heure de temps après son départ, et que jusqu'à ce jour aucune trace des victimes.

Rappelons que le consul avait dénoncé que certains étudiants se sont convertis en passeurs. La plupart des migrants comoriens qui vont au Maroc en provenance du Sénégal ou de la Côte d'Ivoire pré-

sentent des identités étrangères, soit des passeports sénégalais soit ivoiriens. Selon le diplomate, « la situation est délicate, nous risquons de perdre la confiance qu'on nous donne mais également cette situation risque d'impacter nos relations avec le Maroc », s'inquiète-t-il, avant de rajouter qu'il s'agit d'un réseau de passeurs « rassemblant des Sénégalais, Marocains,

Comoriens et Ivoiriens ». « À ma connaissance, chaque tête débourse 2000 euros pour pouvoir regagner le Maroc pour les îles Canaris. J'appelle aux parents de penser à l'avenir de leur enfants car certains d'entre eux finissent parfois en prison », avait-il appelé lors d'un de nos derniers entretiens téléphoniques.

Andjouza Abouheir

Les journalistes d'Al-watwan en grève

Le quotidien national Al-watwan traverse un temps orageux. La quasi totalité de la rédaction est vent debout contre la direction générale, sommée depuis maintenant plusieurs semaines à organiser l'élection d'un nouveau rédacteur en chef (le titulaire ayant démissionné depuis début mai) et le remplacement du secrétaire de rédaction. À l'issue d'une réunion tenue hier mercredi, les journalistes qui ont l'impression de prêcher dans le désert ont décidé de ne plus rendre leurs papiers avant que leurs doléances ne soient prises en compte. Nous y reviendrons.

La Gazette des Comores	Kamal Gamal Abdou
Fondateur et Directeur général	Nabil Jaffar
Saïd Omar Allaoui	Riwad
Directeur de la publication	Mise en page
Elhad Saïd Omar	Abdouchakour Aladi Nourou
Rédacteur en chef	Responsable commercial
Mohamed Youssouf	Mariama Mhoma
Secrétaire de rédaction	Documentaliste archiviste
Toufè Maecha	Hadidja Abdou
Rédaction	Photographe / Site Web
A. Mmagaza	Mohamed Saïd Hassane
M.I.M Abdou	Impression
A.O. Yazid	Graphica Imprimerie
Andjouza Abouheir	www.lagazettedescomores.com
Nassuf Ben Amad	Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES
MINISTÈRE DES FINANCES DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE



**GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT**

Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) Phase II

STRUCTURE D'EXECUTION DU PROJET

Don n°: 5900155009251

Projet n°: P-KM-KA0-002

Avis d'Appel d'Offres (AAO)

Date 11 Août 2021

Avis d'Appel d'Offres No:AON/2021/01/PRCI II/ Eq-ViConf- AGID-CGP-DGEME

1. Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire à travers le PRCI Phase II sous financement via un don du Groupe de la Banque Africaine de Développement sollicite des offres sous pli fermé de la part de sociétés répondant aux qualifications requises pour « **L'Acquisition, la livraison et l'installation des équipements de visioconférence au profit de l'Administration Générale des Impôts et des Domaines (AGID), du Commissariat Général au Plan (CGP) et de la Direction Générale de l'Energie, des Mines et de l'Eau (DGEME).** Ces Fournitures sont à livrer dans les locaux de l'AGID, CGPet de la DGEME dans un délai de quarante-cinq(45) jours.

3. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des

informations supplémentaires et examiner les Dossiers d'Appel d'Offres dans les bureaux de la Structure d'Exécution du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) Phase II, Quartier Magoudjou-Moroni-Bâtiment Topographique B.P : 7755 Moroni – Union des Comores ; Tél : (+269) 773 94 80 / Fax : (+269) 773 95 54 ; email : prci_comores@yahoo.fr.

4. Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être acheté par les candidats, sur demande écrite au service mentionné ci-dessus et moyennant un paiement d'un montant non remboursable de « **Dix mille francs (10 000) Francs comoriens.**»

Toutes les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard le **13 Septembre 2021 à 10**

heures 00 min et être accompagnés d'une garantie de soumission d'un montant au moins égal à : **Un million-cents-mille (1 000 000 KMF) francs comoriens.**

5. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le **13 Septembre 2021 à 10 heures 30 min** dans les bureaux du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) Phase II, Quartier Magoudjou-Moroni-Bâtiment Topographique B.P : 7755 Moroni – Union des Comores ; Tél : (+269) 773 94 80 / Fax : (+269) 773 95 54 ; email : prci_comores@yahoo.fr.

6. Les offres doivent être valides pendant une période de 120 jours suivant la date limite de dépôt des offres.



Expertise France, l'agence publique française de Conception et de mise en œuvre de projets internationaux de coopération technique, recrute :



Un (e) Chargé (e) communication

Poste basé à : Moroni-Union des Comores

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Le Plan de Développement France-Comores (PDFC) a été signé entre les gouvernements français et comoriens le 22 juillet 2019. Doté d'un budget total de 150 millions d'euros, sur financement de l'Agence Française de Développement (AFD), le PDFC s'articule autour de quatre priorités stratégiques : 1/ la généralisation de l'accès à des soins de santé de qualité ; 2/ l'insertion socioéconomique des jeunes et le soutien aux activités génératrices d'emploi durable, notamment en zone rurale ; 3/ l'éducation ; 4/ l'environnement et l'aménagement.

Au sein de ce PDFC Expertise France met en œuvre 4 projets :

- Le programme Komor Initiative dont l'objectif est de stimuler l'accès à l'emploi des jeunes comoriens et comoriennes en renforçant leurs capacités et compétences à travers le renforcement et la modernisation du dispositif de formation socio-professionnelle et la structuration des dispositifs d'insertion et d'accompagnement vers l'emploi ;

- **Le Projet d'appui au développement des filières d'exportation et au développement rural (AFI-DEV)**, dont la finalité est de relancer la production de manière durable en quantité et en qualité, et d'améliorer l'organisation et le partage des bénéfices des trois filières principales d'exportation (vanille, girofle, ylang ylang) et de la filière maraîchère afin d'accroître les revenus des acteurs, notamment des femmes, et d'ouvrir des opportunités d'emploi pour les jeunes ;

- **Le Projet de renforcement des partenariats avec les diasporas qui entend favoriser la mobilisation des diasporas** au profit du développement de l'Union des Comores – dans le cadre d'une politique publique cohérente, valorisant les partenariats et le dialogue ;

- **Le Projet d'appui au renforcement de la coopération régionale en santé et renforcement des partenariats avec les opérateurs à Mayotte et à la Réunion** qui a pour objectif d'améliorer de manière pérenne l'offre de soins en Union des Comores à travers le renforcement de la coopération régionale en santé dans la zone sud-ouest de l'Océan indien, notamment via les opérateurs de Mayotte et de La Réunion.

D'autres projets financés par l'AFD seront menés directement par les ministères sectoriels comoriens. **Le poste ici recherché se décompose en deux composantes :**

- **Appui au développement et à la mise en œuvre de la stratégie de communication du PDFC**, en lien avec les ministères sectoriels (unités de gestion de projet –UGP- et unités de coordination ministérielles – UCM), l'AFD et Expertise France (30% du poste) ;

- **Coordination des activités de communication des projets en maîtrise d'ouvrage Expertise France (70% du poste) ;**

Descriptif de la mission :

Sous l'autorité de la coordinatrice géographique et en lien fonctionnel avec le pôle Communication d'Expertise France, le/la chargé(e) de Communication aura pour mission :

1) L'appui au développement et à la mise en œuvre des outils de communication du PDFC (30% du poste)

Cette composante concerne les projets menés par Expertise France et les projets menés par la maîtrise

d'ouvrage nationale de façon à assurer une communication harmonisée du PDFC. Le/la chargé(e) de communication devra travailler étroitement avec l'ensemble des équipes projet d'Expertise France, les unités de coordination ministérielles (UCM) comoriennes et les Unités de gestion de projet (UGP - maîtrise d'ouvrage nationale) afin d'assurer la mise en valeur des résultats atteints par les projets.

Tâches :

- Production de la stratégie de communication du PDFC et définition de son budget, en concertation étroite avec les équipes projet EF, les UCM et UGP comoriennes, les pôles Communication d'Expertise France, de l'AFD et de l'Ambassade de France aux Comores : objectifs, cibles, supports, charte graphique / logo harmonisés ; supervision d'une agence de communication le cas échéant ;

- Pour les projets en maîtrise d'ouvrage nationale : appui aux UGP pour la valorisation des activités des projets, via la mise à disposition d'outils de communication ; l'appui à l'organisation des événements ; l'appui à l'exploitation des réseaux sociaux locaux ; la formation pour une bonne appropriation de la stratégie de communication PDFC ; l'appui à la définition/aux choix des moments de communication ;

- Participation aux points communication PDFC (régularité mensuelle) ;

2) Coordination des activités de communication des projets en maîtrise d'ouvrage Expertise France (70% du poste)

Tâches :

- Pour les projets en maîtrise d'ouvrage Expertise France : mise en œuvre de la stratégie de communication définie au point 1), en assurant la visibilité d'Expertise France et de l'AFD dans le respect des orientations de la Stratégie de Communication des deux agences, ainsi que des règles de visibilité et de communication des bailleurs et partenaires.

- Rédaction et diffusion des contenus et supports de communication validés par l'ensemble des parties concernées, avec la contribution des experts communication des projets : articles pour le site interne d'Expertise France et la page du projet, posts sur les réseaux sociaux, dossiers et communiqués de presse, plaquettes de présentation, rapports, éléments de langage, objets publicitaires, etc.

- Identification des opportunités de communication en lien avec les activités des projets : élaboration et partage d'un calendrier des actualités projets (signatures,ancements, événements, missions et activités emblématiques, remise de livrables clés, clôture et capitalisation) / hors projet - opportunités de communication (calendrier international et national, journées mondiales etc.)

- Coordination de l'organisation des événements de communication du projet (conférences, ateliers, événements Expertise France mais aussi forums, conférences internationales, événements partenaires, etc.) en lien avec les experts communication des projets : gestion de la préparation, des contenus, de la logistique, des invitations et de la capitalisation sur ces événements.

- Gestion et suivi du budget communication des projets Expertise France.

- Mise en place des indicateurs de suivi de l'activité communication et rapports réguliers auprès des équipes projet et du siège d'EF (dont pôle communication).

- Gestion des relations avec les médias locaux (journalistes du pays d'intervention) : invitations, relances téléphoniques, revue de presse, fichier presse locale, etc.

- En étroite coordination avec le service achat de la cellule d'appui mutualisé d'Expertise France, et en ligne avec la politique de développement durable de l'agence, suivi de la production des supports et outils de communication et la gestion des stocks (plaquettes, brochures, goodies, kakémonos, etc.) ; gestion des commandes et relations avec les prestataires de communication (imprimeurs, prestataires audiovisuels, graphistes, agences d'événementiel, etc.)

- Création et mise à jour d'une liste de diffusion des communications du projet.

PROFIL RECHERCHE

Qualifications et compétences :

- Diplôme de l'enseignement supérieur niveau Master en Communication/Journalisme, Relations internationales ;

- Capacité de travail complète en français ;
- Compétences avérées en communication interculturelle, relations publiques, coordination de projet ;
- Excellentes compétences rédactionnelles et relationnelles ;

- Capacité à travailler en équipe et à distance ;
- Créativité ;
- Autonomie, réactivité et force de proposition ;
- Solides compétences en communication politique et de crise

- Maîtrise du Community management : Twitter, LinkedIn, Facebook ; Suites réseaux sociaux ; Flickr ;
- Maîtrise des principaux outils de la Suite Adobe (Indesign, Photoshop) ;
- Maîtrise de la suite Outlook.

Expérience professionnelle :

- Expérience de 5 ans minimum en communication ;
- Expérience dans le secteur public/institutionnel et/ou la coopération internationale/l'aide au développement ;
- Expérience avérée d'organisation d'un événement international et de campagne de communication multicanale.

- Expérience de travail en contexte multi projets, demandant de fortes aptitudes en matière de planification

Date limite de candidature proposée : **le 05 août 2021.**

Expertise France se réserve le droit de pourvoir le poste avant la date limite de candidature

CONDITIONS DE TRAVAIL

* **Durée de la mission** : la durée du contrat sera de 1 an renouvelable.

* **Nature du contrat** : Contrat de travail local via une société de portage salarial

Merci de transmettre votre candidature composée d'un CV détaillé, d'une lettre de motivation, de vos prétentions salariales et d'au moins 3 références avec le scan du diplôme le plus élevé, le plus tôt possible à l'adresse rh.comores@expertisefrance.fr

Veuillez noter que la communication des références est obligatoire et vaut autorisation de les contacter.